

Une année 2019 encourageante pour l'économie néo-aquitaine avant le coup de frein de la crise sanitaire

Bilan économique 2019

Michèle Charpentier, Insee

En 2019, la situation économique continue de s'améliorer en Nouvelle-Aquitaine. L'emploi bénéficie d'un regain d'activité dans la plupart des secteurs et de l'intérêt confirmé pour l'entrepreneuriat. En conséquence, le chômage recule.

Le rythme des créations d'emploi s'accroît

En Nouvelle-Aquitaine, la croissance de l'emploi salarié se prolonge, à un rythme plus soutenu (+1,0 %) qu'en 2018. La progression concerne tous les secteurs sauf le tertiaire non marchand dont les effectifs restent stables. L'essor de l'emploi industriel régional, qui accompagne le redressement du secteur depuis 2017, perdure même si le rythme est légèrement moins soutenu. Dans la construction, l'augmentation des effectifs est la plus forte depuis la crise de 2008. Après un ralentissement en 2018, la croissance de l'emploi dans le tertiaire marchand retrouve son rythme moyen des cinq dernières années. L'intérim renoue avec la création d'emploi.

Nouveau recul du chômage

Sur le marché du travail, la situation continue de s'améliorer en 2019. Le recul du chômage s'intensifie et se généralise. Fin 2019, le taux de chômage régional s'établit à 7,5 %, inférieur à celui du niveau national et qui n'avait plus été observé depuis fin 2008. Ce recul concerne tous les territoires néo-aquitains et tous les publics de Pôle emploi. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi diminue. Femmes et hommes, jeunes et seniors, demandeurs depuis plus d'un an sont moins nombreux qu'en 2018, résultat de la baisse du nombre de nouvelles inscriptions et de l'augmentation des reprises d'emploi.

Le recours aux aides à l'emploi recule de nouveau mais l'apprentissage, dispositif le plus utilisé, continue de se développer.

Davantage de créations d'entreprise

En 2019, la création d'entreprise bat un nouveau record en Nouvelle-Aquitaine avec cependant, une progression moins rapide que

l'année précédente. Si cette progression concerne tous les types d'entreprises et la quasi-totalité des secteurs, elle reste toujours plus marquée pour les micro-entreprises.

Les défaillances d'entreprises renouent avec une tendance annuelle régressive, amorcée en 2014 mais interrompue en 2018.

Une industrie agile

Dans un contexte marqué au niveau mondial par les discussions sur le Brexit et la mise en œuvre des mesures protectionnistes américaines, et par les difficultés de recrutement et, parfois, d'approvisionnement au niveau national, le chiffre d'affaires du secteur industriel augmente de 2,7 %. Cette évolution concerne la plupart des secteurs. Les flux d'investissement ralentissent légèrement mais restent d'un bon niveau.

Dans les services marchands, le chiffre d'affaires est aussi en hausse. Les sociétés d'ingénierie augmentent le plus (+9 %). Leur rôle dans l'accompagnement des entreprises pour leurs projets corrobore les perspectives favorables d'investissement et d'activité pour 2020.

La bonne santé de la construction consolidée

Dans la région, la bonne santé du secteur de la construction, retrouvée depuis trois ans, se confirme en 2019. Cette croissance s'appuie surtout sur les activités du bâtiment, en progression de +3 %. Néanmoins, l'attentisme reste de rigueur en matière d'investissement.

Les mises en chantier de locaux non résidentiels poursuivent leur progression et, contrairement au niveau national, celles des logements repartent à la hausse. Le marché de l'immobilier se replie encore, mais moins que l'année précédente. Le nombre de ventes reste malgré tout à un niveau respectable. Les prix de vente continuent d'augmenter, davantage pour les maisons que pour les appartements.

Nouveau record pour le trafic aérien

En 2019, la fréquentation des aéroports de la région dépasse, pour la première fois, la

barre des 10 millions de passagers. La hausse du trafic aérien est portée par l'essor de l'aéroport de Bordeaux et la croissance des vols à bas coût, davantage privilégiés qu'au niveau national.

L'activité portuaire de la région est globalement en retrait par rapport à 2018. L'augmentation du trafic du port de La Rochelle ne suffit plus pour compenser les baisses enregistrées dans les autres ports.

Après plusieurs années orientées à la hausse, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs diminue de 1 % par rapport à 2018.

Une météo plutôt défavorable à l'agriculture

La production de céréales, comme les récoltes de fruits et légumes, sont globalement en progression mais certaines productions sont pénalisées par les aléas climatiques. Le marché du Cognac est toujours porteur alors que celui des vins d'appellation rencontre des difficultés dues à une baisse de la consommation intérieure et un contexte international perturbé. De plus, la production viticole 2019 est en net recul en raison de conditions météorologiques défavorables.

Les phénomènes climatiques pénalisent aussi les éleveurs, un épisode de sécheresse rendant problématique l'alimentation des élevages. Les productions de viande et de lait sont globalement en retrait. Seules les productions de porc et de volailles progressent.

Les touristes sont de retour

La Nouvelle-Aquitaine reste parmi les régions françaises les plus attractives. Après un repli de la fréquentation des campings et hôtels l'année précédente, les clients reviennent plus nombreux en 2019. Ce regain d'activité est, en grande partie, à mettre à l'actif de la clientèle résidant en France qui représente les trois quarts des nuitées totales. La fréquentation accrue des établissements « haut de gamme » traduit la recherche de confort de la clientèle, dans les campings comme dans l'hôtellerie.

Après de bons résultats en 2019, coup de frein brutal début 2020

Le bilan 2019 de l'économie régionale est globalement satisfaisant et, à la fin de l'année, les perspectives pour 2020 étaient plutôt encourageantes.

Mais la crise sanitaire liée à l'épidémie de coronavirus va bouleverser les prévisions. Les mesures de confinement ont généré une baisse d'activité brutale et générale, estimée à 31 % pour la Nouvelle-Aquitaine qui, grâce à sa structure sectorielle, serait néanmoins parmi les régions de métropole les moins affectées.

Dans le même temps, la consommation des ménages se contracte fortement à l'image de la chute brutale des achats par carte

bancaire, réduits de moitié au cours des premières semaines de confinement par rapport à la même période de 2019 dans la région.

Dans l'industrie, les embauches et les investissements prévus qui devaient permettre un renforcement des capacités de production pour accompagner le développement attendu des marchés en 2020 risquent de ne pas se concrétiser. Il en est de même dans les services marchands. L'augmentation des autorisations de construire des logements et des locaux non résidentiels en 2019 présageait une croissance de l'activité de construction en 2020. L'attitude des porteurs de projets sera décisive pour passer des autorisations aux mises en chantier, qui pourraient au mieux être reportées.

Tous les secteurs, y compris ceux en plein essor en 2019 comme le transport aérien ou le tourisme, verront leur activité diminuer, hormis peut-être l'agriculture et le commerce alimentaire.

La moitié des salariés et les deux tiers des non salariés néo-aquitains travaillent dans les secteurs les plus impactés comme l'hébergement-restauration, la construction ou le transport-entrepôt. Même si, dans un premier temps, le recours à l'activité partielle permet d'éviter des licenciements, il est à craindre que le chômage et les défaillances d'entreprise, en recul en 2019, finissent par regagner du terrain. De plus, le nombre d'entreprises créées en mars est en baisse de près de 40 % par rapport à mars 2019, réduisant l'apport de nouveaux emplois salariés et non salariés. ■

L'économie française en ralentissement modéré en 2019 puis en forte chute début 2020

Bilan économique 2019

Thomas Ouin-Lagarde, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

L'activité a ralenti en 2019 dans presque tous les pays avancés

Les incertitudes politiques et économiques provenant notamment du *Brexit* ou de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ont pesé non seulement sur les échanges commerciaux mais aussi, plus globalement, sur l'investissement des entreprises et la croissance mondiale. Après un pic d'activité en 2018, l'activité aux États-Unis a ralenti en 2019 (+ 2,3 % après + 2,9 %), grevée par la décélération de la consommation des ménages (+ 2,6 % après + 3,0 %) et par l'essoufflement de l'investissement des entreprises (+ 2,1 % après + 6,4 %). En zone euro, l'activité a également ralenti, pour la deuxième année consécutive (+ 1,2 % après + 1,9 %) et malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours accommodante. En particulier, l'activité a très nettement décéléré en Allemagne (+ 0,6 % après + 1,5 %) et en Italie (+ 0,3 % après + 0,8 %) mais a un peu mieux résisté en France (+ 1,5 % après + 1,8 %) et en Espagne (+ 2,0 % après + 2,4 %). En 2019, l'activité britannique a évolué par à-coups au gré des anticipations et des comportements de stockage avant la date, plusieurs fois reportée, du *Brexit*. En moyenne en 2019, l'activité y a crû de 1,4 % (après + 1,3 % en 2018).

En 2019, l'activité française a connu un nouveau ralentissement, quoique modéré

Après une année 2017 très dynamique (+ 2,3 %) et une décélération en 2018 (+ 1,8 %), l'activité a de nouveau ralenti en 2019 (+ 1,5 %, *figure 1*). Ce ralentissement est dû notamment à une dégradation des échanges extérieurs, qui ont contribué négativement à la croissance (- 0,2 point après + 0,4 point). En effet, les exportations en volume ont décéléré (+ 1,9 % après + 4,4 %) davantage que les importations (+ 2,5 % après + 3,1 %). Le ralentissement

des exportations a concerné tant les produits manufacturés, notamment les matériels de transport, que les services. En revanche, la demande intérieure a nettement accéléré, soutenant la croissance (contribuant pour + 2,2 points, après + 1,4 point en 2018). Cette accélération a été portée à la fois par les dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques et par l'investissement total.

La consommation des ménages a accéléré

Les dépenses de consommation des ménages ont accéléré en 2019 (+ 1,5 % en volume, après + 0,9 % en 2018), dans un contexte d'accélération du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages. Ces dépenses ont été soutenues, en particulier, par les achats de biens durables, notamment en équipement du logement, et par les dépenses de loyers, d'hébergement-restauration et d'autres services marchands.

L'investissement a été très dynamique

La formation brute de capital fixe de l'ensemble des agents économiques a accéléré en 2019 (+ 4,2 % après + 3,2 % en 2018), soutenue par l'investissement des ménages (+ 1,8 % après + 1,5 %) et par l'investissement public (+ 7,7 % après + 3,3 %), lui-même porté par l'investissement en construction des collectivités locales avant les élections municipales. L'investissement des entreprises est resté très dynamique (+ 3,6 % après 3,7 %), en particulier en services.

En 2019, le chômage a nettement baissé

L'emploi total a fortement accéléré en 2019, avec 358 000 créations nettes d'emplois tous secteurs confondus après 228 000 en 2018 (dont 287 500 créations nettes d'emplois dans le champ salarié public et privé, après 158 100 en 2018). Ainsi, le taux de chômage a poursuivi sa décrue, atteignant 8,1 % de la population active française¹ au quatrième trimestre 2019 après 8,7 % au quatrième trimestre 2018

¹Hors Mayotte

(soit 8,4 % en moyenne annuelle en 2019 après 9,0 % en 2018).

Le pouvoir d'achat des ménages a soutenu la consommation

En 2019, le revenu disponible brut des ménages a progressé de 3,1 % (après + 3,0 % en 2018). Il a été soutenu par une accélération des prestations sociales (+ 3,1 % après + 2,0 %, notamment du fait, en 2019 de la revalorisation et de l'élargissement de la prime d'activité mis en place dans le cadre des mesures d'urgence économiques et sociales) et par le ralentissement des impôts courants (+ 0,3 % après + 9,6 % en 2018), du fait notamment de la poursuite des réductions de taxe d'habitation et après une forte hausse de la CSG en 2018 du fait de la bascule de cotisations sociales vers la CSG. Les salaires nets de cotisations sociales ont ralenti, mais sont restés vigoureux (+ 3,3 % après + 4,8 %). Le prix de la dépense de consommation finale a ralenti (+ 0,9 % après + 1,7 % en 2018), si bien que le pouvoir d'achat du revenu disponible a accéléré (+ 2,1 % après + 1,3 %, *figure 2*). Ramené au niveau individuel, le pouvoir d'achat par unité de consommation a augmenté de 1,5 % (après + 0,7 % en 2018).

Du côté des entreprises, la transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en allègements de cotisations sociales a nettement soutenu le taux de marge des sociétés non financières (+ 1,8 point, mais + 0,1 point hors transformation du CICE).

Au mois de mars et au deuxième trimestre 2020, l'activité a fortement chuté

Le contexte conjoncturel de l'année 2019 a été radicalement modifié début 2020 avec l'émergence de l'épidémie du Covid-19, frappant d'abord la Chine puis se propageant dans le reste du monde. Les mesures prises, en France et dans les autres pays concernés, pour endiguer la propagation du virus, ont des conséquences

lourdes sur le fonctionnement des économies. En France, un confinement de la population a été mis en place entre le 16 mars et le 11 mai, s'ajoutant à la fermeture des établissements recevant du public et des commerces non essentiels.

Dans ce contexte, l'activité a lourdement chuté : pendant toute la période de confinement, elle se serait située à environ un tiers en deçà de son niveau en situation « normale » d'activité (figure 3).

Dans les autres pays, la forte baisse du PIB au premier trimestre 2020 témoigne, comme en France, de l'ampleur du choc². En France, la perte d'activité concerne surtout les branches marchandes (- 40 % pendant toute la durée de confinement).

2 Au premier trimestre 2020, le PIB a baissé de 2,2 % en Allemagne, 5,3 % en France, 5,3 % en Italie, 5,2 % en Espagne, 2,0 % au Royaume-Uni, 1,3 % aux États-Unis, ces écarts pouvant traduire à la fois les différences de calendrier dans la mise en place de mesures d'endiguement de l'épidémie et les différences méthodologiques d'estimation de l'activité dans cette période très particulière.

Dans l'industrie, hormis la branche agro-alimentaire nécessaire à la fourniture de biens essentiels, les autres branches sont particulièrement touchées, à travers la baisse de la demande nationale et étrangère, les difficultés d'approvisionnement ou encore l'indisponibilité de la main-d'œuvre et les difficultés à mettre en place les mesures sanitaires sur les sites de production. Dans les services, les pertes d'activité sont plus contrastées, élevées dans les secteurs directement concernés par les mesures de confinement (commerce, services de transport, hébergement et restauration, loisirs) et plus faibles dans les activités telles que les services financiers ou d'assurance. Enfin, la construction a pâti de l'arrêt partiel voire complet des chantiers.

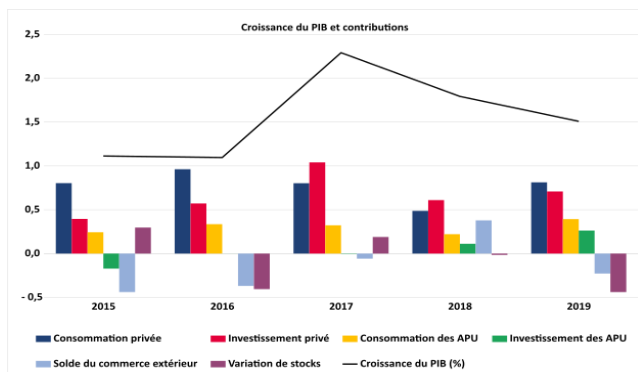
La crise sanitaire s'est également traduite par un recul important de la consommation des ménages, qui elle aussi se serait située un tiers environ en deçà de son niveau en situation « normale » (- 35 % de perte de consommation à la fin mars puis - 32 % au

7 mai). Cette perte traduit notamment la chute des achats de carburants, de véhicules automobiles et d'autres biens manufacturés (habillement) mais également des services de transport, d'hébergement et restauration et de loisirs. En revanche, certains produits ont vu leur consommation augmenter pendant le confinement (produits alimentaires notamment).

Cette crise touche fortement l'ensemble des régions françaises, avec quelques disparités néanmoins, compte tenu des différences de structure sectorielle qui existent d'un territoire à un autre³. En effet, la perte d'activité au niveau local dépend entre autres du poids des activités durement touchées par la crise (tourisme, construction...) et de celui des secteurs qui au contraire sont davantage épargnés (agriculture).

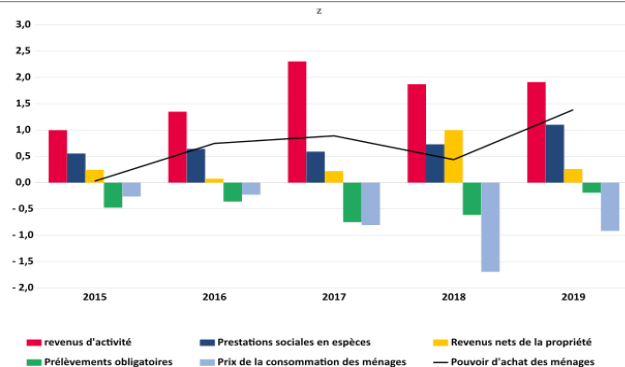
3 Voir l'éclairage régional du *Point de conjoncture* du 7 mai.

1 L'activité ralentit en 2019, freinée par le solde du commerce extérieur



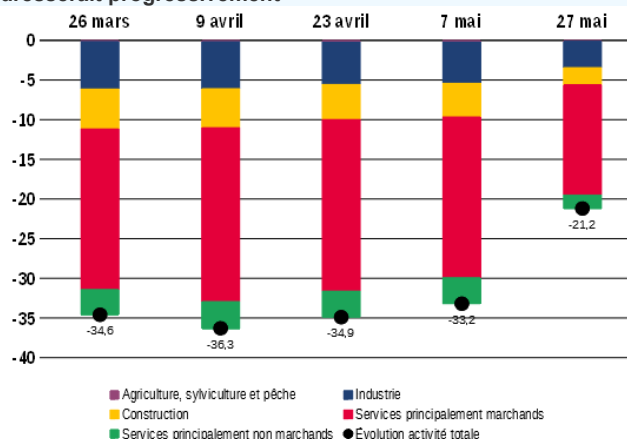
Note : croissance du PIB en % et contributions en point
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2 L'accélération des prestations sociales soutient le pouvoir d'achat



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3 L'activité a fortement baissé pendant le confinement puis se redresserait progressivement



Source : Points de conjoncture de l'Insee ; les dates indiquées sont les dates de parution de ces différents Points